

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Direction de l'Aménagement des Territoires
et de la Transition Écologique

Service Prévention des Risques et Industries
Extractives

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARA (Kourou)

ZI de Dégrad des Cannes
BP 10227
97300 Cayenne

Références : ATTE/PRIE/PRA/SDH/2025/381
Code AIOT : 0006900074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement SARA (Kourou) implanté ZI de Pariacabo 97310 Kourou. L'inspection a été annoncée le 01/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Faisant suite à la réception du procès-verbal de fin de travaux, en date du 15 janvier 2025, relatif à la mise en conformité des réseaux d'eaux susceptibles d'être polluées (ESP) du site SARA Kourou, l'inspection des installations classées a procédé à une visite sur site afin de constater la conformité des aménagements réalisés et envisager une levée de l'astreinte.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARA (Kourou)
- ZI de Pariacabo 97310 Kourou
- Code AIOT : 0006900074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le dépôt SARA Kourou stocke 12 000 m³ de gasoil et 4 000 m³ d'essence destinés à l'approvisionnement en carburant du territoire guyanais.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eaux susceptibles d'être polluées	AP de Mise en Demeure du 16/12/2020, article 1	Avec suites, Astreinte	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats effectués lors de la visite d'inspection et de la réception du procès-verbal de fin de travaux en date du 15 janvier 2025, il apparaît que la société SARA a satisfait à ses obligations en matière de mise en conformité des réseaux d'eaux susceptibles d'être polluées sur le site de Kourou.

En conséquence, l'inspection propose un arrêté portant liquidation totale de l'astreinte administrative imposée à l'établissement. La notification de cet arrêté permettra de mettre un terme définitif à l'astreinte journalière et de clôturer la procédure de mise en demeure engagée le 16 décembre 2020, régularisant ainsi l'ensemble des mesures coercitives applicables au site SARA de Kourou.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau collecte ESP
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 20/05/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte .
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est mis en demeure de procéder, pour le site qu'elle exploite à Kourou :</p> <ul style="list-style-type: none"> à l'achèvement des phases d'études et des travaux en lien avec les réseaux de collecte des effluents liquides définis aux articles 53 et 54 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié susvisé, au plus tard le 31 décembre 2021.
Constats : <p>Suite à la réception du procès-verbal de fin de travaux daté du 15/01/2025, relatif à la mise en conformité des réseaux d'eaux susceptibles d'être polluées (ESP) du site SARA Kourou, l'inspection des installations classées s'est rendue sur place.</p> <p>L'inspection a pu constater la réalisation des travaux sur le site, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> la création d'un réseau de collecte des ESP via un nouveau caniveau à l'entrée du site (photo 1) ; la mise en place d'un échangeur équipé de deux vannes permettant de choisir la destination des effluents (photo 2). En situation normale, les vannes sont orientées de manière à rejeter directement les eaux pluviales vers le bassin situé en aval. En cas d'accident, un agent doit intervenir rapidement pour fermer la vanne et orienter les eaux vers le séparateur d'hydrocarbures afin qu'elles soient traitées avant leur rejet dans le milieu naturel.

Les caractéristiques techniques du séparateur ont été demandées lors de l'inspection, dans l'optique d'envisager la fermeture permanente de la vanne de rejet vers le milieu naturel. Cette mesure permettrait d'éviter toute pollution en cas de retard d'intervention de l'agent chargé de la fermeture manuelle de la vanne.

L'intégration de cette action (manipulation de la vanne par un agent en cas d'accident) dans le Plan d'Opération Interne (POI) et dans les procédures internes de l'établissement a été évoquée. Elle fera l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection.

Pour mémoire, l'avant-projet de la phase d'étude des travaux s'est déroulée en mai 2019, le CCTP pour consultation travaux en juin 2025. La phase travaux s'est déroulée selon les étapes suivantes :

- 12/08 au 15/11/2024 : Préparation des travaux - Approvisionnement matériels et matières - Plans d'exécution et VISA - Analyses de risques (plan de prévention, autorisations de travail)
- 15/11 au 15/12/2024 : Travaux du Lot 1/Réseaux (caniveaux, regards, tuyauteries)
- 15/12 au 31/12/2024 : Travaux du Lot 2/Séparateur hydrocarbures
- 09/01 au 15/01/2025 : Finalisation des travaux et mise en service
- 21/01/2025 : Réception des travaux

Le plan des réseaux tel que créé par l'entreprise lors du chantier a été transmis à l'inspection. Le nouveau plan global des réseaux du site est attendu au cours de l'année.

Les réserves vérifiables mentionnées dans le PV ont toutes été inspectées sur place et sont conformes. Exemple : les rallonges de manœuvre de vannes (chronos 05 du PV - photo 3), les étiquettes de repérage sur le boîtier sonde (chronos 07 du PV- photo 4).

Ce constat permet à l'inspection de proposer la **liquidation totale de l'astreinte journalière** du site (arrêté n° R03-2022-12-30-00015 du 30 décembre 2022), ce qui entraînera également la levée de la **mise en demeure n° R03-2020-12-16-010** du 16 décembre 2020.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Eaux susceptibles d'être polluées



Photo 3



photo 4



Caniveau du réseau d'eaux
susceptibles d'être polluées

Caniveau du réseau d'eaux
pluviales

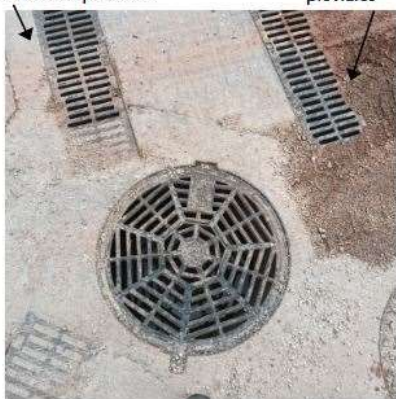


Photo 1



Photo 2